

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 09/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES EAUX DE VOLVIC

ZI DU CHANCET
63530 VOLVIC

Références : 20240209-RAP-63-0148-SEV_RapportInspection
Code AIOT : 0005600467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2024 dans l'établissement SOCIETE DES EAUX DE VOLVIC implanté ZI DU CHANCET 63530 VOLVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES EAUX DE VOLVIC
- ZI DU CHANCET 63530 VOLVIC
- Code AIOT : 0005600467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société des Eaux de Volvic est une société du groupe Danone.

Le site est constitué de 2 usines d'embouteillage, la première conditionne de l'eau minérale naturelle depuis 1974, et la seconde produit des boissons rafraîchissantes à base d'arômes naturels de fruits ou de jus de fruits depuis 2002.

Thèmes de l'inspection :

- PURE ;
- suites de la précédente inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la précédente inspection (22/06/2023), l'exploitant a transmis une nouvelle version de son Plan d'Utilisation Rationnelle de l'Eau (PURE).

La dernière **version du PURE (15/12/2023)**, intègre les données des dernières années (pour les prélèvements, les rejets ainsi que les nouvelles actions de réduction) et répond aux remarques de la dernière inspection et celles de la DDT63.

Cette version du PURE est **validée** et est actuellement la **version de référence**.

Par ailleurs, les autres observations de la précédente inspection sont levées suite aux réponses apportées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- Identification du ou des milieux de prélèvement- Plan des réseaux d'alimentation- Présence d'un (plusieurs) compteur(s)- Fréquence de relevé et maintenance (optionnel)- Volumes prélevés- Respect des volumes prescrits le cas échéant- Vérification de la déclaration des volumes dans GEREPE le cas échéant
Constats : <p>Le site est alimenté en eau minérale par les 5 forages (autorisation préfectorale n°2014332-006 du 28/11/2014, modifié par APC n°20212291 du 21/12/2021), et par le réseau AEP.</p> <p>Les alimentations et compteurs sont représentés sur le plan en Annexe A du PURE.</p> <p>Suite à la précédente inspection un PURE actualisé a été transmis, une version du 16/10/2023 contenant le plan complété et une version du 15/12/2023 intégrant également les réponses aux remarques de la DDT63.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Prescription contrôlée : <p>Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p>
Constats : <p>L'exploitant précise que des analyses internes sont réalisées en sortie de la station UTEC, celles-ci permettent notamment de piloter la station de traitement.</p> <p>Les rejets ont été fortement diminués, notamment sur les paramètres DCO et DBO5, suite aux améliorations apportées à l'unité de traitement ces dernières années.</p> <p>Le prélèvement pour analyse est effectué après regroupement du rejet UTEC et des eaux</p>

minérales. Cela représente l'ajout de 26% (réponse de l'exploitant du 09/10/2023) d'effluent moins chargé avant la mesure. Cela n'est pas significatif, d'autant que pour les principaux paramètres mesurés, les valeurs sont très en-deçà des valeurs limites. De plus, le contrôle en ce point permet de détecter une éventuelle dérive sur les eaux minérales (nature).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si autosurveillance non réalisée par l'exploitant

Prescription contrôlée :

Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Constats :

Le site fait l'objet d'un suivi régulier des rejets aqueux (SRR), l'exigence d'accréditation du prélèvement n'est donc pas nécessaire.

Les documents ont été transmis par courriel du 09/10/2023 :

- le dernier rapport de diagnostic de fonctionnement réalisé par ECE63 le 07/09/2022 ;
- la lettre accordant l'agrément du dispositif du suivi régulier des rejets en date du 28/09/2016 par l'agence de l'eau.

Type de suites proposées : Sans suite